

Convention collective de travail du 7 septembre 2005, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie verrière, concernant la prépension conventionnelle, les groupes à risque et la formation professionnelle en 2005 et 2006.

PREAMBULE

Dans leurs négociations pour la conclusion d'une convention collective de travail sectorielle pour les années 2005-2006, les parties ont pris acte et tenu compte :

- du contexte économique et social international dans lequel se trouve le secteur verrier actuellement;
- de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité;
- de la convention collective de travail du 12 juin 2003, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie verrière, concernant les accords relatifs à la formation et l'emploi, les groupes à risque et la prépension conventionnelle en 2003 et 2004;
- de la loi du 3 juillet 2005 portant des dispositions diverses relatives à la concertation sociale.

TITRE I - CHAMP D'APPLICATION

Article 1^{er}.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie verrière.

Par « ouvriers » on entend les ouvriers et les ouvrières.

TITRE II - EMPLOI -FORMATION

Article 2.

§ 1. Le présent titre est conclu en application de la section 1 « Effort en faveur des personnes appartenant aux groupes à risque » du chapitre II de la loi du 3 juillet 2005 portant des dispositions diverses relatives à la concertation sociale.

§ 2. Mesures en faveur des groupes à risque.

Les employeurs s'engagent à réaliser globalement au niveau sectoriel un effort de 0,10 % de la masse salariale brute des ouvriers à 108 %.

Les initiatives en faveur des ouvriers appartenant aux groupes à risque ou à qui s'applique un plan d'accompagnement, viseront à promouvoir dans les entreprises l'emploi **et/ou** la formation des groupes à risque suivants :

- les jeunes à scolarité obligatoire partielle ;
- les ouvriers peu qualifiés ou non qualifiés du secteur ;
- les ouvriers du secteur qui sont menacés de licenciement collectif, de restructuration ou d'instauration de technologies nouvelles ;
- les personnes qui réintègrent le marché du travail ;
- les personnes moins valides ou handicapés ;
- les autres groupes « cibles » tels que chômeurs à qualification réduite, chômeurs de longue durée, personnes à qui s'applique un plan accompagnement ou bénéficiant du minimum d'existence.

§ 3. Mesures pour l'emploi : la formation professionnelle.

D'autre part, les employeurs s'engagent à poursuivre un effort de formation des ouvriers pendant les heures de travail. L'effort est porté à 0,40 % de la masse salariale annuelle brute des ouvriers déclarée à l'Office national de Sécurité sociale (à 108%).

§ 4. Fonds de formation sectoriel.

Pour réaliser ce double engagement défini aux § 2 et 3, des cotisations patronales ONSS fixées à 0,50 % du montant des salaires bruts des ouvriers à 108 %, seront perçues et recouvrées par l'Office national de Sécurité sociale, conformément à l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence.

L'Office national de Sécurité sociale versera le montant de ces cotisations au Fonds de Sécurité d'Existence pour l'industrie du verre, institué par la convention de travail du 28 avril 1987 rendue obligatoire par l'arrêté royal du 5 août 1987.

Le Fonds de Sécurité d'Existence sera chargé de financer l'organisation d'une part, d'actions de formation concrètes visées au § 3 et, d'autre part, d'initiatives pour la formation et l'emploi en faveur de groupes à risque prévues au § 2, dans le cadre et par l'intermédiaire de la section « Formation professionnelle ».

TITRE III - PREPENSION

Article 3.

§ 1. Prépension à 58 ans.

Au cours de la présente convention collective de travail, la prépension, dans les conditions de la convention n° 17 conclue au sein du Conseil national du Travail, est accordée, sauf cas de faute grave, dans tous les autres cas de licenciement d'un ouvrier ayant atteint l'âge de 58 ans, si l'intéressé peut prouver une carrière de 25 ans en tant que salarié.

Des conditions supplémentaires d'accès peuvent être prévues à partir du 1^{er} janvier 2005, par convention collective de travail conclue à un niveau inférieur.

§ 2. Autres régimes de prépension.

Toute convention d'entreprise en matière de prépension qui prévoit un âge d'accès à 55, 56 ou 57 ans, et qui a été déposée au plus tard le 31 mai 1986 ou le 31 août 1987, et appliquée sans interruption depuis lors, est prolongée sous les mêmes conditions et en respectant les possibilités légales à l'exception des conventions collectives de travail de durée déterminée qui ont trait à des opérations de restructuration temporaire.

Article 4.

§ 1. Les ouvriers licenciés qui, au cours de la période du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2006 sont âgés de 56 ans ou plus, ont le droit de bénéficier du système de la prépension à temps plein décrit à l'article 3 § 1. Par ailleurs, l'âge de 56 ans doit être atteint au cours de la durée de validité de la présente convention collective de travail et au moment de la fin de leur contrat de travail. Les ouvriers visés doivent, au moment de la fin de leur contrat de travail, pouvoir se prévaloir de 33 ans de passé professionnel en tant que salarié, au sens de l'article 114 § 4, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

En outre, ces ouvriers doivent pouvoir prouver positivement, par tous moyens de preuve, qu'au moment de la fin du contrat de travail, ils ont travaillé effectivement au minimum pendant 20 ans dans un régime de travail tel que prévu à l'article 1^{er} de la convention collective de travail n° 46 conclue le 23 mars 1990 et rendue obligatoire par l'arrêté royal du 10 mai 1990.

Le montant de l'indemnité complémentaire est égal à la moitié de la différence entre la rémunération nette de référence et l'allocation de chômage.

§ 2. Pour l'application du présent article, sont assimilés à des jours de travail pour le calcul du passé professionnel :

- la période de service actif en tant que milicien et en tant qu'objecteur de conscience en application de la législation belge;
- les jours d'interruption de carrière, conformément aux dispositions de la loi de redressement du 22 janvier 1985 et les périodes au cours desquelles le travailleur a interrompu son activité salariée pour élever un enfant de moins de 6 ans. Ces assimilations peuvent totaliser 3 ans au maximum;
- les jours au cours desquels le travailleur a interrompu son activité salariée pour élever un deuxième enfant ou un enfant suivant âgé de moins de 6 ans. Ces assimilations peuvent être prises en compte pour un maximum de 3 ans au total;
- les jours de chômage complet avec un maximum de 5 ans.

Article 5.

Le remplacement de l'ouvrier prépensionné se fera conformément aux dispositions légales, la priorité étant accordée aux ouvriers sous statut précaire et compte tenu de la qualification requise.

TITRE IV - CONCERTATION SOCIALE**Article 6.**

En cas de conflits sociaux, les employeurs et ouvriers confirment leur ferme intention de suivre les procédures conventionnelles de médiation appropriées, y compris le recours au Président de la Commission paritaire en sa qualité de conciliateur social.

TITRE V - PAIX SOCIALE**Article 7.**

Pour maintenir la paix sociale et dans le respect des procédures de concertation et de conciliation propres à l'industrie verrière, les parties signataires reconnaissent, au nom de leurs mandants, avoir rencontré leurs exigences réciproques pour les matières faisant partie de la présente convention collective de travail.

TITRE VI - DUREE DE LA CONVENTION**Article 8.**

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005 et expire le 31 décembre 2006, à l'exception de l'article 3 § 1 du titre III de la présente convention qui cesse de produire ses effets le 30 juin 2007 sauf modification des mesures légales relatives à la prépension conventionnelle.

Article 9.

La présente convention collective de travail sera déposée au Greffe du Service des Relations collectives de travail du Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale et la force obligatoire par arrêté royal sera demandée.

Collectieve arbeidsovereenkomst van 7 september 2005, gesloten in de schoot van het Paritair Comité voor het Glasbedrijf, betreffende het conventioneel brugpensioen, de risicogroepen en de beroepsopleiding in 2005 en 2006.

VOORWOORD

Bij hun onderhandelingen voor het sluiten van een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst voor de jaren 2005 - 2006, hebben de partijen akte genomen en rekening gehouden met:

- de internationale economische en sociale context waarin de glassector zich momenteel bevindt;
- de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen;
- de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 juni 2003, gesloten in de schoot van het Paritair Comité voor het Glasbedrijf, betreffende de akkoorden aangaande de vorming en de werkgelegenheid, de risicogroepen en het conventioneel brugpensioen in 2003 en 2004;
- de wet van 3 juli 2005 houdende diverse bepalingen betreffende het sociaal overleg.

TITEL I - TOEPASSINGSGBIED

ArtikeM.

De huidige collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle werkgevers en arbeiders die onder het Paritair Comité voor het Glasbedrijf ressorteren.

Met "arbeiders" worden arbeiders en arbeidsters bedoeld.

TITEL II - WERKGELEGENHEID - VORMING

Artikel 2.

§ 1. De huidige **titel** wordt gesloten in toepassing van afdeling 1 "Inspanning ten voordele van de personen die behoren tot de risicogroepen" van hoofdstuk II van de wet van 3 juli 2005 houdende diverse bepalingen betreffende het sociaal overleg.

§ 2. Maatregelen ten gunste van de risicogroepen.

De werkgevers verbinden zich ertoe om globaal op sectoraal niveau een inspanning van 0,10 % van de bruto loonsom van de werklieden aan 108 % te realiseren.

De initiatieven ten gunste van de werklieden die tot de risicogroepen behoren voor wie een begeleidingsplan van toepassing is, zullen in de ondernemingen de werkgelegenheid en/of de vorming van de volgende risicogroepen beogen:

- jongeren met een verplichte deeltijdse schoolplicht;
- laaggeschoolde of **niet-geschoolde** werklieden van de sector;
- werklieden van de sector die met collectief ontslag, herstructurering of de invoering van nieuwe technologieën worden bedreigd;
- herintreders op de **arbeidsmarkt**;
- **mindervalide** of gehandicapte personen;
- de andere "doelgroepen" zoals werklozen met een **lage kwalificatie**, langdurige werklozen, personen voor wie een begeleidingsplan van toepassing is die **leven** van een minimum bestaansuitkering.

§ 3. Maatregelen voor de werkgelegenheid: de beroepsopleiding.

Anderzijds, verbinden de werkgevers zich ertoe een inspanning voor de vorming van de werklieden tijdens de werkuren voort te zetten. De inspanning wordt gebracht op 0,40 % van de jaarlijkse bruto loonsom van de werklieden aangegeven bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid (aan 108 %).

§ 4. Sectoraal vormingsfonds.

Om deze dubbele verbintenis bepaald in § 2 en 3 te realiseren, zullen patronale RSZ-bijdragen vastgesteld op 0,50 % van de bruto loonsom van de werklieden aan 108 %, worden geïnd en ingevorderd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, **overeenkomstig** artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid.

De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid zal het bedrag van deze bijdragen storten aan het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de **Glasnijverheid**, opgericht door de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 april 1987 algemeen verbindend verklaard bij het koninklijk besluit van 5 augustus 1987.

Het Fonds voor Bestaanszekerheid zal belast zijn met de financiering van de **organisatie**, enerzijds van **concrete vormingsacties** bedoeld in § 3 en anderzijds van initiatieven voor de vorming en de werkgelegenheid ten gunste van de risicogroepen bepaald in § 2, in het kader en door de **tussenkomst** van de sectie "Beroepsopleiding".

TITEL III - BRUGPENSIOEN

Artikel 3.

§1. Brugpensioen op 58 jaar.

Tijdens de huidige collectieve arbeidsovereenkomst, wordt het brugpensioen, volgens de voorwaarden van **overeenkomst** nr. 17 gesloten in de schoot van de Nationale Arbeidsraad toegekend, behalve **omwille** van een dringende **reden**, in **alle** andere gevallen van ontslag van een **werkman** die de leeftijd van 58 jaar bereikt heeft, indien de betrokkene een loopbaan van 25 jaar als loontrekkende kan bewijzen.

Bijkomende toegangsvoorwaarden kunnen vanaf 1 januari 2005 via een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op een lager niveau voorzien worden.

§ 2. Andere regimes van brugpensioen.

Elke bedrijfsovereenkomst inzake brugpensioen die een toegangsleeftijd van 55, 56 of 57 jaar voorziet, en die uiterlijk op 31 mei 1986 of 31 augustus 1987 werd neergelegd, en sindsdien zonder onderbreking werd toegepast, wordt onder dezelfde voorwaarden verlengd en met respect van de wettelijke voorwaarden met uitzondering van de collectieve arbeidsovereenkomsten van bepaalde duur die tijdelijke herstructureringsoperaties betreffen.

Artikel 4.

§ 1. De ontslagen werklieden die, in de periode van 1 januari 2005 tot 31 december 2006, 56 jaar of ouder zijn, hebben recht op het voltijds brugpensioen beschreven in artikel 3 § 1. Bovendien moet de leeftijd van 56 jaar worden bereikt tijdens de looptijd van deze collectieve arbeidsovereenkomst en op het ogenblik van de beëindiging van hun arbeidsovereenkomst. De bedoelde werklieden moeten op het ogenblik van de beëindiging van hun arbeidsovereenkomst 33 jaar beroepsverleden als loontrekkende kunnen rechtvaardigen in de zin van artikel 114 § 4 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

Deze werknemers moeten bovendien op een positieve manier door alle bewijsmiddelen kunnen aantonen dat zij op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst, minstens 20 jaar gewerkt hebben in een arbeidsregime zoals bedoeld in artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 gesloten op 23 maart 1990 en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 10 mei 1990.

Het bedrag van de aanvullende vergoeding is gelijk aan de helft van het verschil tussen het netto-referterloon en de werkloosheidsuitkering.

§ 2. Voor de toepassing van dit artikel worden voor de berekening van het beroepsverleden gelijkgesteld met arbeidsdagen:

- de periode van actieve dienst als dienstplichtige en als gewetensbezwaarde met toepassing van de Belgische wetgeving;
- de dagen van beroepsloopbaanonderbreking overeenkomstig de bepalingen van de herstellwet van 22 januari 1985 en de periodes tijdens welke de werknemer zijn loondienst heeft onderbroken om een kind op te voeden dat de leeftijd van 6 jaar niet heeft bereikt. Deze gelijkstellingen kunnen in totaal voor maximaal 3 jaar in rekening worden gebracht;
- de dagen tijdens welke de werknemer zijn loondienst onderbroken heeft om een tweede of een volgend kind op te voeden dat de leeftijd van 6 jaar niet heeft bereikt. Deze gelijkstellingen kunnen in totaal voor maximaal 3 jaar in rekening worden gebracht;
- de dagen van volledige werkloosheid met een maximum van 5 jaar.

Artikel 5.

De vervanging van de bruggepensioneerde zal gebeuren **overeenkomstig** de wettelijke bepalingen en voorrang zal worden verleend aan werklieden met een nepstatuut en waarbij rekening zal worden gehouden met de vereiste kwalificatie.

TITEL IV - SOCIAAL OVERLEG**Artikel 6.**

In **geval** van sociale **conflicten**, bevestigen de werkgevers en de werklieden hun vaste intentie **om** de aangepaste conventionele **bemiddelingsprocedures** te **volgen**, met inbegrip van het beroep doen op de voorzitter van het Paritair Comité in zijn hoedanigheid van sociaal **bemiddelaar**.

TITEL V - SOCIALE VREDE**Artikel 7.**

Om de sociale vrede te handhaven en ter **wille** van de overieg- en bemiddelingsprocedures eigen aan de glasindustrie, erkennen de ondertekenende partijen, in **naam** van hun lastgevers, dat zij aan **alle** wederzijdse eisen voor de **materies** die **deel** uitmaken van deze huidige arbeidsovereenkomst zijn tegemoet gekomen.

TITEL VI - DUUR VAN DE OVEREENKOMST**Artikel 8.**

De huidige overeenkomst wordt van kracht op 1 januari 2005 en eindigt op 31 december 2006, met uitzondering van artikel 3 § 1 van **titel III** van de huidige overeenkomst die zijn uitwerking verliest op 30 juni 2007 behalve wijziging van de wettelijke voorschriften betreffende het conventioneel brugpensioen.

Artikel 9.

De huidige collectieve arbeidsovereenkomst zal ter **Griffie** van de Dienst van de Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de **Federale** Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overieg worden neergelegd en een aanvraag tot algemene verbindend verklaring bij koninklijk besluit zal worden gevraagd.